

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX RAPPORT FINAL DU PROJET

<p>Titre du Programme & Référence du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Titre du Programme</u>: Promotion et accompagnement des initiatives de consolidation des acquis éducatifs au profit des jeunes exposé ou en situation de précarité • <u>Réf. du Programme (le cas échéant)</u>: • <u>Numero de référence du Projet/MPTF Office</u>: PBF/COM/D-2 (MPTFO ID00074504) SC/2010/0165-00 	<p>Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme (le cas échéant) <u>Pays/Localité</u> : UNION DES COMORES</p> <p><u>Secteur/Thème(s)</u> : Education</p>
<p>Organisations participantes</p> <p>UNICEF Comores</p>	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche, de la Culture et des arts, • Commissariats en charge de l'éducation dans les îles autonomes, • Mouvement Associatif pour l'Education et l'Egalité de Chance (MAEECHA) • Collaboration Action Pérennisation (CAP) Anjouan • Fédération des Associations pour le Développement Economique et Social de l'Ile de Mohéli (FADESIM) • Organisation pour la Cohésion du Droit et du Développement (OCD), • Solidarité, Action et Développement (SAD), Anjouan, • Association pour la réhabilitation des enfants en difficultés scolaires (AREDS),
<p>Budget du Programme (US\$)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution du Fonds : 350 000 \$ • Contribution de(s) agence(s) : • Contribution du Gouvernement : • Autres Contributions [donateur(s)] : <p>TOTAL : 350 000 \$</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Durée totale (mois): 20 Mois • Date de démarrage (dd.mm.yyyy) : 01.06.2010 • Date de clôture: 31.05.2012 • Date de clôture opérationnelle : 31.03.2012 • Date prévisionnelle de clôture financière : 31.04.2012
<p>Evaluation du Programme</p> <p>Evaluation – (à joindre le cas échéant) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date : (dd.mm.yyyy) Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: (dd.mm.yyyy):</p>	<p>Soumis par:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Nom: Djaffar Ladhati ○ Titre: Administrateur Programme Education ○ Organisation participante ("Lead Agency"): UNICEF Comores, Adresse e-mail: ldjaffar@unicef.org

FINAL PROJECT REPORT

I. PURPOSE

L'objectif principal du projet consistait à promouvoir et accompagner des initiatives de consolidation des acquis éducatifs au profit des jeunes exposés ou en situation de précarité. Sur ce plan, le projet a réussi à sensibiliser les communautés et les parents et leur prévenir contre la délinquance juvénile et atténuer les risques de déscolarisation précoces des jeunes en âge de scolarisation obligatoire.

Le projet s'est donc investi d'une double mission, à savoir la réinsertion scolaire ou professionnelle de la population cible, particulièrement les enfants des familles pauvres et les groupes vulnérables grâce à l'accompagnement et l'assistance qu'on leur apporte et au renforcement des actions de cohésion sociale et de consolidation de la paix favorisant la stabilité, la solidarité, et la maturité des jeunes.

Ainsi, le projet a spécifiquement contribué à :

- Développement des activités parascolaires (sport, spectacle, danses, théâtres à caractère éducatif) et encourager des bonnes habitudes de vivre en société et être en harmonie avec son environnement. Entre 2010 et 2011, le projet a touché 1350 jeunes âgés de 12 à 14 ans.
- Réalisation d'un soutien scolaire aux enfants en situation précaire particulièrement les enfants exclus précocement du système éducatif et agir ainsi pour la réduction de la propagation inquiétante de la délinquance et les menaces qui pèsent sur la paix sociale. Sur ce plan, environ, 8000 enfants ont bénéficiées durant le période de mise en œuvre du projet.
- Développement des programmes d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation à la vie familiale et d'autres compétences liées à la vie courante à l'endroit des groupements d'associations de femmes pour la mobilisation des énergies locales en faveur de la consolidation de la paix. En 2011, Plus de 62 bénéficiaires cibles, réunis dans trois groupements ont pu suivre et apprécier ce programme d'alphabétisation qui a ciblé des filles maman et femmes âgées de plus de 15 ans.

Il y a lieu de rappeler que le projet s'articule bien avec le plan prioritaire pour la Consolidation de la Paix aux Comores qui a identifiée comme principales défis à relever pour la stabilité et le calme dans le pays, entre autres, pour la réduction de « *la déperdition scolaire d'une proportion importante des jeunes, les manques des perspectives pour les jeunes* » ... « *Ces facteurs compliquent dramatiquement le quotidien des Comoriens et les exposent chaque jour, un peu plus, à des risques élevés de tensions sociales. Ils alimentent également des sentiments d'iniquité territoriale et d'injustice sociale, à l'origine des idées séparatistes* ». Le projet est lié au domaine prioritaire 3 qui est la « *Revitalisation de l'économie en mettant l'accent sur les jeunes à risque et les femmes* ».

La mise en œuvre du projet a été assuré par le Ministère de l'éducation Nationale en collaboration avec les ONG partenaires qui ont pu impulser une dynamique partenarial centré sur les synergies et les complémentaires. Toutes les parties impliquées ont apporté leur appui technique et mobilisé les ressources humaines nécessaires au cours de l'exécution du projet. Les activités de suivi, notamment les réunions d'échanges et les visites de terrain ont été régulièrement menées pour faire le point sur l'état d'avancement du projet et apporter les aménagements nécessaires dans le cadre de la coordination nationale des interventions.

II.ASSESSMENT OF PROGRAMME/ PROJECT RESULTS

a. Description des résultats clés obtenus et des écarts observés par rapport aux résultats prévus

Les résultats clés planifiés dans le projet correspondent :

- 16000 jeunes exposés ou déscolarisés sont encadrés pour leur inscription à l'école
- 30 groupements de 10 à 15 jeunes filles en situation de travail suivent des programmes d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation à la vie familiale et d'autres compétences liées à la vie courante
- 55 écoles primaires participent aux activités parascolaires (sport, spectacle, danses, théâtres à caractère éducatif) pour promouvoir les bonnes habitudes de vivre en société

Pour atteindre le premier résultat, les réalisations suivantes sont accomplies : Un programme alternatif de soutien scolaires des jeunes au niveau de la classe de CM2 est mise en place qui a servi à l'organisation des cours de soutien des élèves pendant les vacances scolaires dans les sites retenus dans les trois îles. En 2010, ces cours de soutien ont pu toucher plus de 6900 enfants âgés de 11 ans à 14 ans (dont plus de 4000 enfants à Anjouan, 900 enfants à Mohéli et 2000 enfants à Ngazidja). En 2011, les cours de soutien ont été repris à Anjouan pour tous les élèves de la classe de CM2, soit environ 4500 enfants, pour leur préparer à l'examen d'entrée en 6ème, session 2011. Mais, compte tenu de la série des grèves des enseignants qui avait bouleversé toutes les interventions dans le secteur de l'éducation, l'accent a été mis sur le recensement et la réinsertion scolaire des élèves déscolarisés identifiés au début de l'année scolaire 2012-2012. Pour aboutir à des telles avancées, une sensibilisation des communautés et des parents a été organisé, ce qui a permis d'augmenter la participation effective des acteurs locaux dans la réalisation de ce premier résultat du projet. Il y a eu un écart important entre les résultats planifiés (16000 enfants) et les résultats obtenus (8500 enfants), mais cela est dû à une sous-estimation des besoins pour pouvoir recycler correctement les enfants déscolarisés (dont certains avaient complètement perdu les prérequis scolaires) et les réinsérer à l'école.

Pour le deuxième résultat, un programme d'alphabétisation qui a touché des filles mères et femmes âgées de plus de 15 ans et qui a pris fin en juin 2011, a permis de mettre en place de 4 groupements pilotes dans les communes de Mirontsy et de Mutsamudu. Ces groupements bénéficiaires ont rassemblé plus de 62 individus, qui ont pu suivre des cours d'alphabétisation (dont 2 de niveau I¹ dans les localités de Mirontsy et Chiwé, et 2 de niveau II² dans les localités de Mirontsy et Chitsangani). Etant donné que l'action est menée à titre pilote, les résultats obtenus montrent que l'accompagnement socioprofessionnelle exigent des coûts importants que le projet serait pas en mesure de les supportés. De même, avec l'absence des matériels d'apprentissages en langue locale (Shikomori) pour servir de support d'alphabétisation, le volet l'alphabétisation n'a pas pu être établi sur une perspective durable en relation avec en condition professionnelle de l'apprenant.

Pour le troisième résultat, effectivement les 55 sites prévus ont été retenus pour l'organisation des activités parascolaires (sport, spectacle, danses, théâtres à caractère éducatif) en vue de promouvoir les bonnes habitudes de vivre en société. Après avoir identifié les enfants et les sites cibles, 51 animateurs sportives et 13 animateurs de théâtres ont été engagés dans les trois îles, couvrant les activités de théâtre et de spectacles visant l'éducation la paix et la citoyenneté. Le déroulement des activités se sont inscrit dans un cadre d'un tournoi scolaire, intitulé, coupé de la paix et de la citoyenneté, Le dispositif de lancement des compétitions sportives est mise en place (règlement de la coupe de la paix et de la citoyenneté, les matériels de sport, module d'éducation civique, etc.) Pour édition 2010, les rencontres sportives ont été organisé en deux phases insulaire et nationale,

¹ Calcul : surtout les chiffres et les opérations d'addition et de soustraction. - Lecture et écriture : afin de pouvoir élaborer un système de communication. - Education familiale et à la vie courante : par des causeries

² Calcul : - addition, soustraction, multiplication, division et prix d'achat, de vente, bénéfice, perte, tableau de commande...Etc. - Lecture et écriture : en langue nationale et français. - Education à la vie familiale et à la vie courante : par des causeries. - Formation spécialisée : selon les besoins des alphabétisés

qui a touché plus de 870 enfants de 11-14 ans. Pour l'édition 2011, la phase insulaire a été organisée qui a permis la participation de 470 enfants.

Les facteurs qui ont influencés ces résultats concernent d'abord le démarrage des activités a coïncidé avec la période des examens nationaux qui impliquaient tous les principaux acteurs du projet. Ce qui fait que les activités ont été étalées souvent jusqu'à la rentrée scolaire suivante. C'est la raison pour laquelle la stratégie pour l'organisation des cours de soutien a changé selon les îles : - L'approche retenue à Anjouan est de se focaliser sur la réinsertion des enfants déscolarisés dans les classes de CM2 et l'accompagnement des enfants en milieu scolaire. - A Ngazidja, l'option retenue est le travail avec les communes et les associations locales qui ont disposé des locaux communautaires (foyers culturels, maisons individuels, etc.) pour servir des sites. A Mohéli, les cours de soutien ont lieu dans les week-ends dans les écoles primaires publiques ciblant des enfants déscolarisés et même non scolarisés.

b. Description des produits obtenus et de manière dont ils ont contribué à la réalisation des résultats tout en mettant l'accent sur tout changement institutionnel ou comportemental des bénéficiaires

Les résultats du projet, tels qu'ils sont exprimés ci-dessous, montrent bien qu'ils ont contribué au renforcement de la cohésion sociale, en termes de solidarité et de confiance, entre les jeunes désaffectés et leurs communautés, dans les zones d'intervention. Ils ont permis d'expérimenter une approche d'éducation non formelle visant la réinsertion scolaire des jeunes déscolarisés. Cette action a contribué la réduction significative des déperditions scolaires entre 2010 et 2011. Le taux d'abandon est passé respectivement de 7% à -0.6%, par contre le taux de redoublement a augmenté de 23.8% à 27.4% dans la même période. Ce qui signifie que les actions menées dans les différentes à forte demande scolaire ont des effets positifs dans le système éducatif dans la mesure où ils ont stimulé la continuité et le désir d'apprendre au-delà de l'année scolaire normal, à travers des activités extrascolaires, mais aussi et surtout limiter les risques de toutes sortes que les enfants rencontrent lorsqu'ils sont en dehors de l'école, notamment la délinquance, la violence dans leurs milieux de vies quotidiennes, etc.

Il faut noter aussi que le projet a réussi à assoir et renfoncer les bases du sports scolaire qui malgré le fait que c'est inscrit dans les programmes officiels du primaire, n'est ni enseigné ni pratiqué correctement. Les compétitions sportives dont contribué à cultiver la cohésion nationale et l'esprit de paix et de vivre ensemble chez les jeunes. Dans toutes les rencontres faites, aussi bien en 2010 qu'en 2011, aucun incident n'a été signalé, ce qui signifie que les jeunes ont compris l'importance cohésion social et la consolidation de la paix.

c. Description de la contribution globale du projet par rapport au cadre de la politique nationale de l'éducation, notamment les OMD et les priorités nationales.

Il est clair que le fait de réduire l'ampleur du phénomène d'abandon scolaire, le projet a exercé une influence sur la rétention et la survie scolaire des enfants. Ce qui se traduit par l'achèvement des études qui est éléments importants de l'OMD 2. Du point de vue des priorités nationales, il faut noter la volonté politique manifestée et l'engagement effectif en faveur du développement de l'éducation non formelle pour adresser les problématiques de l'éducation des jeunes et des adultes qui reste le parent pauvre du système éducatif.

d. Description de la contribution des collaborations et des partenariats stratégiques et de la manière dont ces relations ont eu une incidence sur l'atteinte des résultats.

Le projet a impliqué plusieurs parties prenantes qui chacun à son niveau a activement contribué au bon déroulement de la mise en œuvre sur le terrain. Cette collaboration élargie a permis de fonder un partenariat efficace pour renforcer le secteur de l'éducation à s'adresser sur la problématique de

la déscolarisation qui est resté jusqu'ici sans réponse. Voici la liste des principales parties prenantes et leur contribution dans le projet :

Les parties prenantes	Rôles et responsabilités accomplis
Le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche, de la Culture et des arts,	- a nommé d'un directeur nationale du projet, en la personne de l'Inspecteur Générale de l'Éducation - a assuré la coordination et la supervision de toutes les activités des ONGs associées
Les Commissariats en charge de l'éducation dans les îles autonomes,	- ont désigné un responsable chargé de la supervision des activités au niveau île, en la personne du Directeur de l'enseignement primaire - ont mis en place une coordination insulaire pour suivre toutes les activités des ONGs associées
Les ONGs associées (MAEECHA, CAP Anjouan, FADESIM, OCD, SAD, AREDS)	- ont assuré la mise en œuvre des activités en impliquant les acteurs clés de l'éducation dans l'ensemble du pays ; -
Les communes, les conseils d'école et les associations sportives et culturelles	- ont participé significativement dans l'identification et l'accompagnement des enfants au niveau local -
Les communautés, les parents et les enfants	- ont pris part activement dans la mise en œuvre des activités
L'UNICEF	- a établi une collaboration directe avec les ONGs associées, MAEECHA, CAP, FADESIM, OCD et SAD conformes aux règles et procédures de l'Organisation. Ceci leur a permis de gérer directement une partie des fonds alloués selon les modalités en vigueur dans les accords

e. Description sommaire des principaux bénéficiaires et de manière dont ils étaient engagés dans la mise en œuvre du projet

Les principaux bénéficiaires du projet concernent les enfants de 11 à 14 ans qui fréquentent toujours l'enseignement primaire. Ces enfants sont classés dans les catégories à risque dans la mesure où au-delà de la période de scolarité obligatoire, dans la plupart de cas, ces enfants abandonnent volontairement les études, dès le moindre échec scolaire. A titre d'exemple, A Anjouan, sur un effectif de 1381 enfants déscolarisés ou non scolarisés recensés en 2011 dans les 19 communes, seulement 108 (7,8%) ont été insérés dans les établissements scolaires. Pour les autres, il faudra mettre en place un dispositif beaucoup plus efficace de les encadrer avant leur réinsertion scolaire ou socio-professionnelle.

f. Financement fourni et les dépenses effectuées dans le cadre des fonds du programme MPTF/JP

La mise en œuvre du projet a privilégié la collaboration directe avec des ONGs partenaires, notamment MAEECHA, CAP Anjouan, FADESIM, OCD et SAD, sous la coordination nationale du Ministère de l'éducation nationale. Ces ONGs ont assuré une grande partie de la gestion financière des fonds alloués au projet. Voici donc la répartition des dépenses effectuées :

PBF PROJECT BUDGET				
CATEGORIES	AMOUNT	Fonds engagés du budget total alloué³	% de fonds dépensés/ budget total alloué:	% de fonds dépensés/ dépenses totales :
1. Provisions, produits, équipement et transport	131,217.0	139,622.5	106%	43%
2. Personnel (personnel, consultants et voyage)	27,774.0	18,967.9	68%	6%
3. Formation des partenaires	45,905.0	46,221.6	101%	14%
4. Contracts	0.0			0%
5. Autres coûts directs	122,207.0	122,603.4	100%	37%
Sous-Total Coûts du Programme	327,103.0	327,415.3	100%	100%
Frais de gestion	22,897.0			
TOTAL	350 000			

III. EVALUATION & LESSONS LEARNED

- a. Points sur les évaluations concernant le projet et comment ils ont été utilisés au cours de la mise en œuvre.

Une sorte d'auto-évaluation à mi-parcours du projet a été effectuée à travers un atelier de bilan et de recadrage des activités qui a impliqué tous les principaux acteurs de la mise en œuvre du projet, notamment les ONGs associées, pour apprécier les résultats obtenus, analyser les difficultés rencontrées et proposer des solutions appropriées pour l'orientation du projet. Les recommandations formulées ont visé une meilleure articulation des interventions avec des actions durables programmées par les différents partenaires de l'éducation, notamment les ONGs associées. Celles-ci ont conduit à des réaménagements budgétaires pour une meilleure prise en compte des activités réellement réalisables.

Au niveau du programme global du FCP, une évaluation externe à mi-parcours a mené des consultants extérieur et national, mais les conclusions n'ont pas été partagées.

Le projet a défini une série d'indicateurs de suivi et d'évaluation (voir section IV) qui ont fait l'objet d'un suivi et de reportage annuel de l'exécution du projet. C'est sur la base de ces indicateurs que les ONGs ont établi leurs rapports d'activités visant à relater l'état d'avancement des actions engagées. Une évaluation finale devait être faite deux mois avant la date de clôture dont le rapport serait soumis à toutes les parties prenantes qui feront une revue finale. Mais, vu les retards accusés dans la mise en œuvre par certains ONGs, c'est l'atelier d'évaluation du projet qui sera tenu à la fin des opérations de toutes les ONGs pour apprécier les résultats finaux du projet et tirer les conclusions finales du projet.

- b. Quelques défis majeurs rencontrés par le projet et les contraintes ainsi que les mesures prises pour les atténuer en vue d'assurer la réalisation globale des résultats.

Les défis importants rencontrés ont concernés :

- *Un consensus sur la problématique à traiter au niveau des îles.* Au début de la mise en œuvre du projet, au moment du lancement des activités, la direction du projet a rencontré une forte divergence sur le ciblage des premiers bénéficiaires au niveau des îles. Par exemple, la stratégie pour l'organisation des cours de soutien a changé selon les îles : l'approche retenue à Anjouan était de se focaliser sur la réinsertion des enfants déscolarisés au niveau des classes de CM2 et l'accompagnement des enfants en milieu scolaire. - A Ngazidja, l'option retenue était de travailler avec les communes et les associations locales qui disposent des locaux communautaires (foyers culturels, maisons individuels, etc.) pour servir des sites. A Mohéli, les cours de soutien ont lieu dans les week-ends dans les écoles primaires publiques ciblant des enfants déscolarisés et même non scolarisés. Pour parvenir à ce consensus, il a fallu des séries de réunions insulaires et des missions du coordinateur national pour clarifier les fondements du projet dans son ensemble et atténuer par conséquent les divergences, les résistances et les revendications des acteurs impliqués.
 - *Une mobilisation des principaux acteurs de l'éducation dans un contexte sociale instable :* l'impact des grèves des enseignants et d'autres mouvements de revendication sociopolitique ont des répercussions sévères dans la mise en œuvre du projet. Des difficultés ont été notées dans la mobilisation des acteurs clés, surtout des spécialistes locaux dans les domaines retenus pour les activités parascolaires.
 - *Un manque accru de quelques outils d'apprentissages de base :* dans les trois volets adressés par le projet, le problème de manque des outils de base a été soulevé. Pour les cours de soutien, il n'y avait pas de document standardisé pour guider la démarche dans tous les sites d'interventions au niveau des trois îles. Pour l'alphabétisation, il y a eu l'absence des matériels d'apprentissages en langue locale (Shikomori) pour servir de support d'alphabétisation. De même que pour l'éducation à la citoyenneté, un guide d'éducation civique et sportive a fait défaut durant toute la mise en œuvre du projet. C'est au niveau du sport, qu'un document de référence a été élaboré par les animateurs sportifs et qui a servi de base pour l'organisation technique des compétitions sportives. Ce document est complété par le règlement d'organisation de la Coupe de la Paix et de Citoyenne élaboré par le MEN.
- c. Description des principaux enseignements tirés devant faciliter la conception et la mise en œuvre des projets futurs

Concernant les leçons apprises, on note :

- La consultation et l'implication des parties prenantes dans la formulation du projet est indispensable pour fixer un consensus général sur la problématique du projet. Les aspects adressés ont eu une grande amplitude que le projet n'a pas pu mettre en exergue dans la conceptualisation et la budgétisation. Du coup la portée du projet a été réduite.
- L'engagement et la crédibilité des partenaires de mise en œuvre, notamment les ONGs associées et de la société civile, sont des facteurs clés de la réussite du projet. Les ONGs associées ont fait un excellent travail, très louable, qui a permis, malgré les difficultés rencontrées, d'atteindre les résultats attendus. Toutefois, il y a une qui n'aurait pas du tout compris l'importance de la collaboration avec la société civile et la signification des accords de partenariat établi.

IV. INDICATOR BASED PERFORMANCE ASSESSMENT

	Performance Indicators	Indicator Baselines	Planned Indicator Targets	Achieved Indicator Targets	Reasons for Variance (if any)	Source of Verification	Comments (if any)
Outcome 1 : 16000 jeunes exposés ou déscolarisés sont encadrés pour leur inscription à l'école							
Output 1.1 : Fournir un soutien scolaire aux enfants en situation précaire particulièrement les enfants exclus précocement du système éducatif	Indicateur 1.1.1 : Nombre des jeunes déscolarisés encadrés	0	16000 total: 8000 en 2010 et 8000 en 2011)	9500 total : 6949 en 2010 et 2550 en 2011	Le budget insuffisant	Rapports d'activités des ONGs	La situation en 2011 a été perturbée par les grèves incessantes des enseignants.
	Indicateur 1.1.2 : Nombre des jeunes déscolarisés ayant reçu des fournitures	0	16000 total: 8000 en 2010 et 8000 en 2011)	6949 en 2010	Le budget insuffisant	Rapports d'activités des ONGs	La distribution est faite uniquement pour les premiers groupes d'enfants.
Output 1.2 : Offrir les possibilités de réduire la propagation inquiétante de la délinquance et les menaces qui pèsent sur la paix sociale	Indicateur 1.2.1 : Nombre des jeunes déscolarisés réinscrits à l'école	0		2517 total : 5109 en 2010 et 108 en 2011	Les informations en 2011 ne sont pas transmises pour Ngazidja et Mwali	Rapports d'activités des ONGs CAP Anjouan, FADESIM et OCD	Les rapports d'activités 2011 des ONGs OCD et FADESIM ne sont pas fournis.
	Indicateur 1.2.2 : % des jeunes déçus au concours d'entrée en 6eme encadrée et suivis	6500, soit 44%				Rapport d'activités de l'ONG SAD	Les ONGs n'ont pas documentée. Mais la majorité des enfants qui ont suivi les cours sont de niveau CM2.
Outcome 2 : 30 groupements de 10 à 15 jeunes filles en situation de travail suivent des programmes d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation à la vie familiale et d'autres compétences liées à la vie courante.							
Output 2.1 : Renforcer le groupement des associations de femmes pour la mobilisation des énergies locales en faveur de la consolidation de la paix,	Indicateur 2.1.1 : Nombre de groupements des jeunes femmes créés	0	30 groupements	4 groupements	Ce sont des groupements pilotes	Rapport d'activités de l'ONG SAD	L'action a été conduite dans deux communes seulement Mirontsy et Mutsamudu.
	Indicateur 2.1.2 : Nombre des jeunes filles affiliées aux groupements créés	0	10-15 par groupement	Plus de 15 par groupements		Rapport d'activités de l'ONG SAD	

Output 2.2 : Développer des programmes d'alphabétisation fonctionnelle, d'éducation à la vie familiale et d'autres compétences liées à la vie courante.	Indicateur 2.2.1 : Nombre de jeunes filles suivant les programmes	0	300 jeunes filles et femmes	65 jeunes filles	Trois localités (Mirontsy, Chiwe et Chitsangani) ont accueilli ces groupements pilotes	Rapport d'activités de l'ONG SAD	4 groupements pilotes, ont été considérés comme des classes d'alphabétisation dont: - 2 de niveau I - 2 de niveau II
	Indicateur 2.2.2 : % des jeunes filles qui complètent les cours d'accompagnement socioprofessionnelle	0				Rapport d'activités de l'ONG SAD	L'ONG n'a pas documenté cet aspect.
Outcome 3 : 55 écoles primaires participent aux activités parascolaires (sport, spectacle, danses, théâtres à caractère éducatif) pour promouvoir les bonnes habitudes de vivre en société							
Output 3.1 : Renforcer les activités parascolaires (sport, spectacle, danses, théâtres à caractère éducatif) pour promouvoir des bonnes habitudes de vivre en société et être en harmonie avec son environnement.	Indicateur 3.1.1 : % des élèves des classes de CM2 qui participent aux activités parascolaires	0	1650 au total	1350 total : 870 en 2010 et 480 en 2011	Les compétitions sportives ont été perturbées en 2011 par la grève des enseignants	Rapports d'activités de l'ONG Maeеча	
	Indicateur 3.1.2 : Nombre de compétences ou spectacles locales, sous-nationales et nationales organisées	0	8 total : 4 en 2010 et 4 en 2011	4 au total : 4 (une par île et une au niveau national) en 2010 et 3 (une par île) en 2011	La rencontre nationale de 2011 n'a pas eu lieu par manque de budget	Rapports d'activités de l'ONG Maeеча	Le projet a transféré les matériels aux écoles cibles pour la pérennisation du tournoi scolaire

I. Abbreviations and Acronyms

- OCD : Organisation pour la Cohésion du Droit et du Développement
- FAWECOM,
- SAD : Solidarité, Action et Développement,
- MAEECHA : Mouvement Associatif pour l'Education et l'Egalité de Chance
- AREDS : Association pour la réhabilitation des enfants en difficultés scolaires
- CAP : Collaboration Action Pérennisation
- FADESIM : Fédération des Associations pour le Développement Economique et Social de l'Ile de Mohéli